

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 03 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

3RD'ANJOU-Déchetterie-Thouarcé-Bellevigne

Maison Intercommunale Loir et Sarthe
103 rue Charles Darwing
49125 Tiercé

Références : EC-2024-141-INSP-3R d'Anjou-dechetterie_Bellevigne-Bellevigne-Thouarcé-RAP
Code AIOT : 0006305298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement 3R D'ANJOU-Déchetterie-Thouarcé-Bellevigne implanté au Champ de Guinier - Le Bottereau Thouarcé 49380 Bellevigne-en-Layon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3R D'ANJOU-Déchetterie-Thouarcé-Bellevigne
- Champ de Guinier - Le Bottereau Thouarcé 49380 Bellevigne-en-Layon
- Code AIOT : 0006305298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 1^{er} janvier 2024, l'exploitant a délégué la gestion de la déchetterie de Thouarcé-Bellevigne à la société Performance Environnement (exploitation du haut et du bas de quais).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 : risque incendie
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Infrastructures et installations - suite inspection du 6 décembre 2017	Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Tri des déchets d'équipements électriques et électronique	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prévention des risques technologiques - suite inspection du 6 décembre 2017	Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 2.3.1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrage d'épuration des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 4.2.6.2	Sans objet
3	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant déclare que la collecte d'amiante s'effectue deux fois par an, et occasionne un dépassement des quantités autorisées de déchets dangereux sur le site (15,78 tonnes en mars 2023 et 9,82 tonnes en décembre 2023 pour un maximum de 4 tonnes autorisées).

L'exploitant s'engage auprès de l'inspection des installations classées à régulariser sa situation administrative, par le dépôt d'un porter à connaissance, dans un délai de 3 mois. Il doit cependant respecter le tonnage maximum autorisé.

Cette obligation faisait déjà l'objet d'un constat lors de l'inspection précédente, le 6 décembre 2017.

L'inspection des installations classées constate que les consignes de sécurité sont affichées, et que les plans des réseaux sont à jour.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une procédure pour séparer les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium lors de leur réception dans l'installation.

L'inspection des installations classées constate que le marquage au sol pour sécuriser les piétons est perfectible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrage d'épuration des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 4.2.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux de ruissellement (voiries, parking, plateforme...) transitent dans un bassin tampon de décantation de 240 m ³ permettant de limiter le débit, avant rejet au milieu et sont traitées dans un déboureur/séparateur d'hydrocarbures dont le dimensionnement est réalisé selon les règles de l'art. Ce dispositif est régulièrement entretenu conformément aux recommandations du constructeur. Il sera vidangé en tant que de besoin et au moins deux fois par an au minimum (l'été avant les périodes d'orages, l'hiver avant les fortes précipitations). Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets.
Constats : L'inspection des installations classées constate, sur présentation des BSD que le déboureur/séparateur d'hydrocarbures a été vidangé et nettoyé : <ul style="list-style-type: none">– en 2023, le 18 octobre, 6 tonnes évacuées ;– en 2022, le 29 décembre, 4 tonnes évacuées. Au vu de l'activité et de l'utilisation de celui-ci, l'exploitant estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à 2 vidanges annuelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Infrastructures et installations – suite inspection du 6 décembre 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises
Constats : L'inspection des installations classées constate sur le rapport de contrôle effectué le 4 mars 2024 que 2 non-conformités ont été détectées. L'exploitant déclare qu'un bon de commande est passé pour y remédier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les factures, une fois les travaux effectués.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens d'intervention sont les extincteurs présents sur le site. L'inspection des installations classées constate que les trois extincteurs (2 dans le local gardien et 1 dans le local DDS) ont été entretenus le 14 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées et ne doivent pas conduire à une pollution. L'établissement dispose de bassin de confinement permettant de collecter l'ensemble des eaux d'extinction en cas d'incendie et d'une capacité d'au moins 120 m³. La fonction de confinement des eaux est réalisée par le bassin tampon qui est étanche et dispose d'un obturateur d'isolement installé à sa sortie permettant, au besoin de maintenir toute pollution sur le site en cas de sinistre
Constats : L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées que : <ul style="list-style-type: none">– il n'y a pas eu d'exercice incendie récent, en particulier pour manipuler la vanne d'isolement des eaux d'extinction dans le bassin de confinement ;- la vanne de coupure est située dans un trou d'homme, situé à l'extérieur de l'installation, dans lequel il faut descendre pour l'actionner ;– la procédure de confinement peut être mieux formalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser au moins un exercice incendie pratique, par employé, pour confiner les eaux d'extinction. L'inspection des installations classées demande également à améliorer l'affichage des consignes liées au confinement, notamment en indiquant qu'il faut descendre dans le trou d'homme pour fermer la vanne de coupure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Tri des déchets d'équipements électriques et électronique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Tri des déchets d'équipements électriques et électronique
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes. Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au

deuxième alinéa de cet article.
Constats : La différenciation des D3E susceptibles de contenir des batteries au lithium n'est pas opérationnelle. Les procédures et adaptations nécessaires sont encore à mener, en lien avec l'éco-organisme Ecosystem.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une procédure pour séparer les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium lors de leur réception dans l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Prévention des risques technologiques - suite inspection du 6 décembre 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement; - une réserve d'eau incendie d'un volume de 120m ³ .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que la réserve d'eau d'incendie : - est recouverte pour partie de lentilles d'eau ; - est polluée par de nombreux déchets, en particulier des souliers ; - nécessite un nettoyage (curage, dévasage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rendre opérationnelle la réserve d'eau pour les services de secours dans les délais les plus brefs. (curage, nettoyage, etc.). Le justificatif sera envoyé dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2009, article 2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que le site est mal entretenu et contient : <ul style="list-style-type: none">- des déchets de ferrailles diverses sur les voies de circulation ;- des déchets flottants dans le bassin de réserve d'eau incendie ;- une fuite d'huile sur le bac récupérateur d'huile.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rendre l'ensemble des installations propres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours